

Conseil académique du 07 juillet 2020

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L712-4 et L712-6-1 ;

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail lors de sa séance du 12 juin 2020 ;

Vu l'avis du comité technique d'établissement dans sa séance du 12 juin 2020 ;

Vu la délibération n°2020-5 du Conseil académique lors de sa séance du 16 juin 2020 portant avis sur la mise en place d'un groupe de travail (GT) sur la liberté d'expression dans l'établissement ;

Considérant la deuxième réunion du groupe de travail qui s'est réuni le 2 juillet 2020 ;

Suite à la présentation et aux débats, les membres du conseil académique rendent un **avis favorable aux propositions du groupe de travail (GT) sur la charte d'utilisation de l'Espace d'informations à la communauté universitaire** de l'Université de La Réunion, [annexée](#).

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 44

Nombre de voix Pour : 26

Nombre de voix Contre : 17

Nombre de voix Abstention : 1

Fait à Saint-Denis le 09 octobre 2020

Le Président du Conseil académique

Signée

Professeur Gilles LAJOIE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités
le 23 novembre 2020

Charte d'utilisation

Espace d'informations à la communauté universitaire

L'espace d'informations à la communauté universitaire est un espace ouvert à tous les personnels de l'Université de La Réunion. Vous êtes invités à vous y exprimer dans le respect des opinions, des droits et obligations de chacun. Après signature de la présente charte, il vous est proposé ici de pouvoir communiquer sur des thèmes variés, selon le rubricage suivant :

1. Contenus

1. Newsletters / communiqués

2. Trouvé / perdu

3. Petites annonces

Références textuelles :

- Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789, notamment son article 10
- Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH), notamment son article 10
- Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, notamment son article 10
- Code pénal, notamment ses articles 226-1, 226-8 et 226-10
- Code civil, notamment ses articles 9 et 9-1 ;
- Code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-6-2 III et L. 952-2
- Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, notamment son article 29 ;
- Loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, notamment son article 93-3 ;
- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, notamment son article 1^{er} ;
- Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, notamment son article 1^{er}

Les données transmises vous concernant ne seront utilisées que pour assurer le fonctionnement de cet espace. Elles ne seront en aucun cas transmises à des tiers sans votre autorisation préalable, sauf exigences légales.

Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent (art. 48 à 51 de la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978). Vous pouvez par ailleurs, à tout moment, demander que vos contributions à cet espace soient supprimées. Les demandes concernant le droit d'accès, de modification et de rectification doivent être adressées par courrier, accompagné d'un justificatif d'identité à la personne ou au service en charge du droit d'accès et de rectification : Direction de la communication : communication@univ-reunion.fr

2. Modération des messages

Les contributions postées dans cet espace doivent être en relation avec les rubriques proposées.

L'espace d'informations à la communauté universitaire est un espace modéré à priori et à posteriori, les messages postés ne seront pas mis en ligne directement mais lus préalablement par les personnes en charge de la modération.

Le chef d'établissement est responsable des contenus publiés sur cet espace, il s'engage à respecter toutes les règles protectrices des intérêts des tiers et de l'ordre public. La publication d'un message posté ne vous exonère en rien de votre responsabilité concernant son contenu.

En devenant utilisateur de cet espace d'information vous reconnaissez la possibilité pour les modérateurs de contrôler les contributions.

Le délai de publication d'un message est fixé à 48h maximum (jours ouvrés) après réception du courriel de notification indiquant la soumission d'un nouveau message sur l'espace. Ce délai peut être prolongé en cas de situation exceptionnelle, notamment en situation de crise.

3. Sélection des messages

Ne seront pas publiés, les messages qui:

1. incitent à la discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion, à la haine, à la violence, au racisme ou au révisionnisme
2. incitent à la commission de délits
3. sont contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs,
4. font l'apologie des crimes ou délits et particulièrement du meurtre, viol, des crimes de guerre et crimes contre l'humanité,
5. ont un caractère injurieux ou diffamatoire,
6. portent manifestement atteinte aux droits d'autrui
7. sont liés à un intérêt manifestement commercial ou ont un but promotionnel sans objet avec le forum,

8. constituent des attaques personnelles à l'égard de personnalités publiques ou tout propos attentatoires aux participants (propos agressifs, méprisants, péremptaires), et qui porterait atteinte ou serait susceptible de porter atteinte à l'image ou à la réputation d'une marque ou d'une personne physique ou morale,

9. ne respectent pas la vie privée selon la législation relative à la protection des données à caractère personnel, telles que la publication de l'adresse e-mail, l'adresse postale ou du numéro de téléphone d'une personne ou d'une photographie représentant des personnes reconnaissables sans notamment le consentement des celles-ci.

A ce titre, il est important de rappeler l'obligation de discrétion professionnelle d'information au public d'un fonctionnaire : Loi n° 83.634 du 13 juillet 1983, article 26 ... *"Les fonctionnaires doivent faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, notamment en matière de liberté d'accès aux documents administratifs, les fonctionnaires ne peuvent être déliés de cette obligation de discrétion professionnelle que par décision expresse de l'autorité dont ils dépendent."*

L'utilisation d'un pseudonyme n'est pas autorisée. Conformément à la législation, les prestataires techniques sont tenus de conserver et de déférer à l'autorité judiciaire les informations de connexion (log, IP, date/heure) permettant la poursuite de l'auteur d'une infraction. Toutes les informations nécessaires seront donc conservées pour la durée légale prévue. Elles seront détruites au terme du délai légal de conservation.

Le non-respect des règles mentionnées dans la présente charte invalidera le processus de publication et entraînera la suppression de l'information transmise.